

Objet du marché :

**REAMENAGEMENT DE LOCAUX AU NIVEAU R+2 AILE A1 (BLEUE)
SUR LE SITE DE LA FACULTE DE LA TIMONE
27, boulevard Jean Moulin - 13005 MARSEILLE**

Pouvoir Adjudicateur

Aix-Marseille Université (AMU)
58, boulevard Charles Livon 13284 MARSEILLE CEDEX 07

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président d'Aix-Marseille Université

Comptable assignataire des paiements :

Madame l'agent comptable d'Aix Marseille Université

Maîtrise d'œuvre



BP 60 015
13 266 MARSEILLE 08 CCT1
Tél : 04 91 06 56 77

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
LOT 00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES**

JUILLET 2024

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

SOMMAIRE

1 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	3
1.1 Présentation.....	3
1.2 Décomposition	3
1.3 Phasage des travaux	3
1.4 Désignation des intervenants	3
1.4.1 Maîtrise d'œuvre	3
1.4.2 Contrôleur technique.....	3
1.4.3 Organismes	4
1.5 Interprétation des plans.....	4
1.6 Contenu et limites des pièces écrites	4
1.6.1 Contenu et limites du présent descriptif	4
1.6.2 Protection des locaux - Hygiène sécurité chantier.....	5
1.7 Documents de référence	5
1.7.1 Normes et textes applicables	5
1.7.2 Réglementations en vigueur	6
1.8 Protection contre l'incendie	7
1.9 Trous, percements et divers	7
1.10 Matériaux	7
1.11 Vérifications techniques & essais	8
1.11.1 Vérifications techniques incombant aux entreprises.....	8
1.11.2 Examen des études d'exécution des entreprises	8
1.11.3 Dossier des Ouvrages Exécutés	9
1.11.4 Matériaux et éléments d'ouvrages mis en œuvre	9
1.12 Protections	9
1.13 Organisation du chantier	10
1.13.1 Généralités	10
1.13.2 Réunions de chantier et de coordination	10
1.13.3 Comptes-rendus	10
1.13.4 Phase préparatoire - Etudes	11
1.13.5 Etablissement des plans	11
1.13.6 Coordination des études et plans d'exécution, synthèse	11
1.13.7 Diffusion de documents Internet.....	11
1.13.8 Organisation de la phase exécution	12
1.13.9 Agrément des sous-traitants	12
1.13.10 Percements - Rebouchages - Incorporations.....	12
1.13.11 Travaux supplémentaires (modification de programme)	12
1.13.12 Installations communes de chantier.....	12
1.13.13 Dépenses communes pour l'organisation du chantier.....	13
1.13.14 Compte prorata.....	13
1.13.15 Répartition des dépenses communes	13
1.13.16 Vols - Dégradations	14
1.13.17 Respect du planning	14
1.13.18 Portée du règlement	15

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

1 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

1.1 Présentation

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la définition des prescriptions communes à tous les lots nécessaires à la réalisation des travaux concernant le réaménagement de locaux situés au niveau R+2 Aile A1 (bleue) de la faculté des sciences de La Timone :

FACULTE DES SCIENCES DE LA TIMONE

AIX MARSEILLE UNIVERSITE
27, boulevard Jean Moulin - 13005 MARSEILLE

1.2 Décomposition

LOTS DESIGNATION :

LOT 01 : DEMOLITION - CLOISONS - FAUX PLAFONDS - SOLS SOUPLES - PEINTURE

LOT 02 : MENUISERIES BOIS - OCCULTATIONS

LOT 03 : ELECTRICITE CFO - CFA

LOT 04 : CHAUFFAGE - VENTILATION - RAFRAICHISSEMENT - PLOMBERIE

1.3 Phasage des travaux

Les travaux se dérouleront suivant le phasage ci-dessous :

- Phase 1 : intervention dans le local SCASC Direction/DRV et le local SCASC Campus,
- Phase 2 : intervention dans les locaux CISAM et DIRNUM.

Les entreprises doivent prendre en compte dans l'établissement de leur offre le phasage ci-dessus.

1.4 Désignation des intervenants

1.4.1 Maîtrise d'œuvre

Bureau d'Etude Structure / Lots techniques / Economie :
S.I.T.B.
BP 60015
13266 MARSEILLE 8 CCT 1
Tél : 04 91 06 56 77

1.4.2 Contrôleur technique

QUALICONSULT
7-9, rue Jean Mermoz
13008 MARSEILLE
Tél : 04 95 08 11 80

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

1.4.3 Organismes

Inspection Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
55, Boulevard Perrier
13415 Marseille CEDEX 8

Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT SUD EST)
35, Rue Georges
13386 Marseille

Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
375, Boulevard Michelet
13008 Marseille

1.5 Interprétation des plans

S'agissant de travaux à réaliser dans un bâtiment existant, les plans du dossier de consultation ne servent qu'à définir et positionner en fonction des relevés état des lieux les zones d'intervention. Aucune côte ne pourra être recherchée par simple mesure sur les plans, tous les ouvrages seront relevés sur place et les côtes contrôlées sur place.

Les entreprises sont tenues, avant tout commencement de leurs travaux, de vérifier l'état des lieux, les aplombs des ouvrages existants, les cotes des dessins, de signaler sans délai, toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient relever et toutes les difficultés qu'elles pourraient prévoir.

A défaut, pour l'une quelconque d'entre elles de se conformer à la prescription du paragraphe ci-dessus et s'il se vérifie ultérieurement à son intervention, une non-conformité grave, elle sera tenue pour coresponsable avec l'entreprise auteur de cette non-conformité.

1.6 Contenu et limites des pièces écrites

1.6.1 Contenu et limites du présent descriptif

Il est rappelé que le présent descriptif est général et unique pour l'ensemble du chantier. Chaque entreprise est donc réputée avoir une connaissance de l'ensemble des travaux à réaliser et avoir décelé et apprécié les incidences sur ses propres travaux de l'activité prévue des autres corps d'état.

L'énumération des travaux et leur description, pour précises qu'elles soient, ne peuvent être considérées comme limitatives, non pas en ce qui concerne les ouvrages supplémentaires, qui pourraient être demandés en cours de chantier par le Maître d'ouvrage, mais pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution des ouvrages décrits au présent dossier marché ou figurés sur les plans.

Il appartient donc, à chaque entreprise, d'envisager et d'exécuter tous les ouvrages relevant de son Art et nécessaires à un parfait et complet achèvement des travaux, y compris ceux dont il ne serait pas fait explicitement mention plus avant.

Les prestations d'un lot ne sont limitées que par les prestations prévues par les autres lots. De convention expresse, l'ordre de préséance des pièces contractuelles ne peut jouer qu'en cas de contradiction entre lesdites pièces, mais en aucun cas pour annuler un ouvrage.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Les travaux seront exécutés conformément aux documents réglementaires et normatifs cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché, ces documents ne sont donc pas rappelés systématiquement dans le descriptif.

Lorsque des références figurent, elles sont destinées à attirer l'attention des entrepreneurs sur :

- Un document de parution récente qui aurait pu échapper à leur sagacité,
- Un détail technique particulier pour lequel le descripteur n'a pas voulu recopier intégralement un texte figurant dans des documents réputés connus des entrepreneurs concernés.

1.6.2 Protection des locaux - Hygiène sécurité chantier

Chaque entrepreneur précisera en accord avec le Maître d'ouvrage, l'accès réservé à son personnel ainsi que les zones de stockage éventuellement nécessaires. Chaque entrepreneur devra assurer la protection de ses matériels stockés sur site.

Chaque entrepreneur devra remplacer ses propres matériels endommagés pendant les travaux ou reconnus défectueux lors de la mise en service et pendant la durée de garantie.

Chaque entreprise doit la propreté du chantier en ce qui concerne ses installations ainsi que la gestion, l'évacuation et l'élimination sélective ou le retraitement de ses déchets conformément à la loi en vigueur.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autre.

Spécialement, chaque entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel utilisé sur le chantier : échafaudages, garde-corps installations électriques, etc., ou charger de ses vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes, mobiliers ou immobiliers.

1.7 Documents de référence

1.7.1 Normes et textes applicables

Chaque entreprise dans son domaine, devra en ce qui concerne la qualité des matériaux fournis et leur mise en œuvre, respecter les règlements et les normes ci-après.

Les prescriptions de ces normes seront considérées par elle, comme minimales et elles seront toujours subordonnées aux prescriptions du présent document lorsque ces dernières imposeront une qualité meilleure ou une mise en œuvre plus soignée, ou les deux à la fois.

Les normes visées sont :

- Les normes de l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.).
- Les prescriptions des documents techniques du R.E.E.F. (Répertoire des Ensembles et des Eléments Fabriqués du bâtiment).
- Les Cahiers des Clauses Techniques (C.C.T.) et règles de calculs D.T.U. - Documents Techniques Unifiés (Décret du 26/01/84, modifié le 18/07/90) ainsi que les normes françaises NF appelées à les remplacer.
- Les prescriptions provisoires ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U.

Lot 00 : Prescriptions Communes	Page 5 sur 15
---------------------------------	---------------

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

- L'ensemble des fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) des marchés publics suivant la dernière liste parue au journal officiel à la date de la réalisation.
- Le Code de la Construction et de l'habitation du 31/05/1978 et plus particulièrement, le décret relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public codifié sous les numéros R.123-1 à R.123-55 du Code de la construction et de l'habitation et le règlement de sécurité pris en application dudit décret (R.123-1) - décret du 14 Novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- L'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
- Les modifications par suite de l'arrêté du 28 juin 2000 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre le risque d'incendie et de panique dans les ERP (JO du 13 juillet 2000).
- Le décret n° 2000-892 du 13 septembre 2000 portant modification du Code de la construction et de l'habitation et du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique (JO du 15 septembre 2000).
- Les textes d'application de la loi sur le bruit du 31 Décembre 1992.
- Nouvelle réglementation acoustique N.R.A., arrêtés du 28 Octobre 1994, du 9 Janvier 1995 et du 25 avril 2003 (l'article 11 de cet arrêté abroge celui du 9 janvier 1995).
- Décret 95-408 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (le décret 88-523 du 05 Mai 1988 est abrogé).
- Décret 95-409 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre le bruit par les agents de l'Etat et des Communes commissionnés et assermentés.
- Règlement sanitaire départemental type et textes pris en application de la Loi 86-17 du 6 Janvier 1986
- Guide de la sécurité et sa mise à jour 1988.

1.7.2 Réglementations en vigueur

Le marché est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 ; décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994, n° 95-543 du 4 mai 1995, n° 95-607 et 608 du 6 mai 1995 ; arrêté du 7 mars 1995. Code du Travail dans le cadre des interventions ultérieures à effectuer sur l'ouvrage (maintenance, entretien).

Les exigences du Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (C.S.P.S.) devront être exécutées par les entreprises sans que celles-ci puissent à un moment quelconque réclamer un quelconque supplément.

Les entreprises tiendront compte des indications fournies par le C.S.P.S. dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.) pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le rapport du Contrôleur Technique fait partie intégrante du marché. Lorsque la diffusion de celui-ci est effectuée pendant la consultation il appartient aux entreprises soumissionnaires de prendre toutes les dispositions complémentaires éventuelles dans le chiffrage de ses travaux conformément aux avis du Bureau de Contrôle et de se rapprocher le cas échéant du MOE. Une fois le marché signé, les compléments d'informations qu'il apporte seront d'office exécutés par l'entrepreneur sans supplément de prix. Il en sera de même, lors de la réalisation des travaux, des avis écrits du Contrôleur Technique consignés dans une correspondance spécifique ou dans les PV de chantier.

Les pièces contractuelles sont les documents cités en vigueur le premier jour du mois précédent la remise des prix.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

En outre, les entreprises seront tenues de mettre leurs ouvrages en conformité avec toute nouvelle réglementation qui pourrait être mise en vigueur après la passation de leur marché, étant entendu que les charges qui pourraient leur être imposées de ce fait, seront prises en compte par le Maître de l'Ouvrage.

1.8 Protection contre l'incendie

Les entrepreneurs sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection contre l'incendie, et en particulier :

- Réglementation en vigueur relative à la protection des risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Règlement de sécurité dans les ERP (arrêté du 25/06/80),
- L'arrêté du 20 novembre 2000 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité (JO du 20 décembre 2000).

Classement du bâtiment : l'établissement est classé **ERP 1ère catégorie type R, S et N**, règlements applicables :

- Code du Travail, décret 92.332 du 31 Mars 1992 modifié est applicable,
- Code de la Construction et de l'Habitation - Article R III la - R III I9,
- Décret n° 69.596 du 14/06/1969 (Règles générales de construction),
- Arrêté du 19/12/1975 : Classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essai,
- Arrêté du 3/8/1999 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages (JO du 11 septembre 1999),
- Fiches techniques établies par la Direction Départementale des Services Incendie et de Secours,

1.9 Trous, percements et divers

Tous les trous et percements de dimensions supérieurs à 10 x 10 cm sont dus par le lot 01. Les réservations seront repérées sur les plans d'exécution des lots techniques et repérés in-situ sur les murs et planchers par les entreprises concernées.

Dans le cas de retard dans la remise des renseignements nécessaires, l'entrepreneur fautif aura à sa charge exclusive, les percements correspondants.

L'entrepreneur demeure néanmoins responsable de l'implantation de ses ouvrages et de leur maintien en bonne place.

Les limites de prestations concernant les garnissages, scellements, calfeutrements, rebouchages et raccords sont précisées aux descriptifs des lots concernés.

Si des percements, saignées ou dégradations diverses sont réalisés par un corps d'état après finitions, les rebouchages, peinture ou reprise des revêtements de finitions seront à la charge financière exclusive du lot concerné.

1.10 Matériaux

Le mot "Matériau" est pris dans un sens général pour désigner les matières premières et les produits plus ou moins œuvrés avant leur mise en œuvre ou en place.

Les matériaux employés seront toujours de première qualité et conformes aux Normes Françaises pour l'utilisation considérée.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Leur origine, leur préparation et leur mise en œuvre doivent être proposées par l'entrepreneur et agréées par le Maître d'œuvre (après avis du Contrôleur Techniques), sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui demeure entière en ce qui concerne l'exécution, ou le fournisseur en ce qui concerne la fourniture.

Tous les types de matériaux employés sur le chantier doivent être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique.

L'entrepreneur devra, pour obtenir cet agrément fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication du matériau, sa qualité, sa fiche d'homologation, avis technique du C.S.T.B., etc.

Avant la mise en œuvre, l'entrepreneur est tenu de déposer sur le chantier, un échantillon du matériau pour chaque qualité envisagée. Ces échantillons seront appelés à subir les contrôles et essais conformes à ceux prévus par les normes en vigueur et les règles de la profession.

Les essais obligatoires ou spécifiquement demandés, au nombre d'un à trois par élément distinct, seront toujours à la charge de l'entrepreneur.

Des essais de contrôle, même après approbation d'un matériau par le Maître d'œuvre et le Contrôleur Technique, pourront être exigés en cours de travaux. Si à la suite de l'un de ces essais, il est constaté que le matériau ne répond pas aux spécifications du présent document, ou n'est pas conforme à l'échantillon déposé sur le chantier, le Maître d'œuvre pourra en interdire l'emploi et refuser les ouvrages réalisés à l'aide du matériau en cause. La fourniture d'un produit de remplacement répondant aux qualités prévues sera alors exigée, ainsi que la reprise des ouvrages refusés.

1.11 Vérifications techniques & essais

1.11.1 Vérifications techniques incombant aux entreprises

Suivant C.C.A.P.

1.11.2 Examen des études d'exécution des entreprises

Les entreprises doivent les études de réalisation, les plans et détails d'exécution des ouvrages sur la base des ouvrages définis aux plans et descriptifs des dossiers marché, et tous les moyens nécessaires pour les réaliser en termes de relevés complémentaires ou sondages.

Les entreprises sont tenues de réaliser leurs propres plans d'exécution en DAO sous Autocad, fichier au format DWG. Ces plans portant leur cartouche et leur signature doivent recevoir le visa du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution des ouvrages concernés.

Les plans d'exécution des différentes entreprises réalisant des ouvrages dont les dispositions peuvent avoir une incidence sur la sécurité des personnes, les besoins techniques, l'isolation phonique et thermique, la ventilation, le fonctionnement des installations dans les bâtiments en état d'achèvement, etc. devront être soumis pour examen et avis au Contrôleur Technique, après visa du Maître d'œuvre, avant tout début d'exécution des ouvrages concernés.

Une liste prévisionnelle de plans sera remise par l'ensemble des entreprises pour chaque lot durant la phase préparation afin d'établir les dates de remise des documents en fonction du planning.

Les plans et notes de calcul seront remis en nombre d'exemplaires suffisants à l'ensemble des intervenants ainsi que la liste des dits plans numérotés et indicés.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Les plans ayant fait l'objet d'observations, devront être modifiés de façon que ceux-ci puissent être approuvés sans réserve par le Contrôleur Technique, et ce, sans plus-value, autant de fois que cela sera nécessaire.

1.11.3 Dossier des Ouvrages Exécutés

Les entrepreneurs devront fournir les plans de récolement avant la réception des travaux en 1 exemplaire papier, et 4 jeux sur support informatique (clé USB) au format Autocad, fichiers au format DWG, ainsi que tout élément jugé nécessaire par le MOE à l'établissement du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), en particulier les fiches d'entretien et de maintenance de tous les matériels et matériaux mis en œuvre, les PV de classement, etc., les plans de repérage sur support papier et informatique au même titre que les plans.

Les lots concernés par un contrat d'entretien fourniront un projet de contrat d'entretien par ouvrage.

Les certificats d'essais AQC sont à remettre en un exemplaire au Bureau de Contrôle, et seront joints au dossier de récolement.

1.11.4 Matériaux et éléments d'ouvrages mis en œuvre

Chaque entrepreneur sera dûment couvert par ses polices d'assurances civile et décennale conformément à la législation en vigueur.

A ce titre les entrepreneurs sont tenus de vérifier au CCAP avant remise de leurs offres les spécificités d'assurance RC que souhaite contracter le Maître d'Ouvrage pour ce chantier.

Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un constat de traditionnalité et les éléments d'ouvrages dits "Technique nouvelle" devront à la demande expresse du Contrôleur Technique posséder un avis technique du C.S.T.B. ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un Organisme agréé et avoir été acceptés par la C.T.P.I.B. (Commission Technique de la Police Individuelle de Base).

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il sera nécessaire, sous réserve de l'accord du Maître d'ouvrage, que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale) que les polices délivrées par le M.A.R.C.

1.12 Protections

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions utiles pour limiter au maximum les perturbations, et notamment (sans que cette liste soit limitative) :

- Nuisances sonores,
- Propagation de la poussière,
- Stationnement des véhicules et engins de chantier hors des places réservées par le MO,
- Maintien des abords des zones d'intervention en parfait état de propreté.

Compte tenu de la situation du chantier et du fait que les travaux se déroulent en site occupé, les entreprises devront obligatoirement observer les consignes du Maître d'Ouvrage et maintenir le chantier et les abords de celui-ci en parfait état de propreté.

Les entreprises limiteront les périodes de travaux bruyants aux horaires indiquées par le Maître d'Ouvrage, les travaux le week-end seront possibles sur autorisation préalable de la MOE et du MO.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Un cahier de présence du personnel conforme aux exigences de la réglementation du travail sera tenu par l'entreprise titulaire du lot 01 qui consignera journallement l'effectif du personnel présent de toutes les entreprises, conformément à la législation de travail et de la lutte contre le travail clandestin.

La tenue de ce cahier fait partie des prestations dues par le lot 01.

1.13 Organisation du chantier

1.13.1 Généralités

Le présent chapitre a pour objet de préciser et d'harmoniser les rapports entre les différentes parties prenantes de l'opération, il établit les « règles du jeu » à appliquer par tous pendant la réalisation du projet.

Ses objectifs sont en particulier :

- Définir clairement la structure mise en place pour réaliser l'opération dans les meilleures conditions,
- Expliciter d'une façon suffisamment détaillée la méthode de travail préconisée pour organiser le déroulement de l'opération au cours des différentes phases : préparation - exécution - livraison,
- Mettre en place une organisation cohérente pour faciliter la tâche de chaque participant et contribuer à créer, durant toute la réalisation de l'opération, un climat de collaboration constructive entre les parties prenantes.

1.13.2 Réunions de chantier et de coordination

Les rendez-vous de coordination et les rendez-vous de chantier seront prévus sur le chantier aux dates indiquées par le Maître d'œuvre.

Les entreprises dont la présence est demandée à ces rendez-vous en sont informées par le compte-rendu du rendez-vous précédent.

Toute absence ou retard au rendez-vous de chantier sera pénalisé selon les dispositions prévues au CCAP.

L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

1.13.3 Comptes-rendus

Les comptes-rendus résultant de chaque réunion de chantier et de coordination sont diffusés à chaque entreprise par le Maître d'œuvre. Ils consistent les dispositions arrêtées et les diverses décisions prises pendant les réunions. Ces instructions résultant d'une mise au point faite avec la collaboration du représentant des entreprises, elles ont donc obtenu leur accord explicite.

Les entreprises doivent prendre très exactement connaissance de tous les comptes-rendus qui leur sont adressés. Si certaines décisions y figurant soulèvent de leur part des observations, elles doivent en faire part, par lettre recommandée, dans les huit jours, au Maître d'œuvre.

Passé ce délai, les décisions portées aux différents comptes-rendus sont réputées acceptées par toutes les entreprises qui n'ont pas fait d'observations écrites. Ils leur seront alors opposables en cas de difficulté ultérieure.

Les entreprises posent par écrit les questions qu'elles souhaitent voir évoquer à l'ordre du jour (lettre à faire parvenir au plus tard la veille du rendez-vous au bureau de chantier).

Lot 00 : Prescriptions Communes	Page 10 sur 15
---------------------------------	----------------

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Les comptes rendus seront diffusés essentiellement par Mail.

1.13.4 Phase préparatoire - Etudes

Pendant la période de préparation, chaque entreprise devra :

- Procéder à l'étude de son lot par le représentant de l'entreprise responsable,
- Réaliser la coordination technique de ses travaux avec ceux des autres corps d'état,
- Proposer des solutions techniques au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage, ces derniers accepteront de prendre les décisions nécessaires dans les délais compatibles avec la bonne marche des études,
- Définir les modes opératoires permettant d'étudier le planning d'enchaînement des opérations,
- Mettre au point les plans d'exécution des différents corps d'état, chaque entreprise devant réaliser ses propres plans d'exécution,
- Faire approuver les plans d'exécution de tous les participants par chacun d'eux (en vue d'éviter toute erreur ou conflit au stade de l'exécution),
- Etablir toutes les commandes nécessaires de matériel spécifique pour respecter le planning joint au présent dossier.

1.13.5 Etablissement des plans

Les entreprises doivent établir les plans d'exécution concernant l'ensemble des ouvrages à réaliser concernant leur lot.

Numérotation des plans : doit comporter le numéro caractérisant le lot de l'entreprise.

Indice modificatif : chaque modification survenant en cours d'étude entraîne la production d'un nouveau plan. Chaque entreprise doit faire figurer sur les plans successivement établis :

- L'indice modificateur (A-B-C ...),
- La date de modification,
- L'objet détaillé de la modification.

Acceptation des plans d'exécution :

- Chaque entreprise doit se préoccuper d'accepter les plans établis par les autres corps d'état qui influent sur ses propres travaux.

En vue de lui faciliter les démarches, un dossier complet et à jour de tous les plans d'exécution en vigueur à la date considérée est déposé dans la salle de réunions du chantier, dans les conditions pratiques fixées par le Maître d'œuvre.

1.13.6 Coordination des études et plans d'exécution, synthèse

Sans objet.

1.13.7 Diffusion de documents Internet

La diffusion de documents durant la phase chantier s'effectuera uniquement par les moyens suivants :

- Transmission des plans et détails d'exécution par courrier ou remise en réunion avec bordereau de transmission,
- Transmission des comptes-rendus de réunion par mail pour chaque intervenant,
- Transmission des situations suivant la procédure établie par le Maître d'Ouvrage.

La diffusion de documents par internet ne pourra en aucun cas se substituer au mode de transmission défini ci-dessus et par conséquent ne fera l'objet d'un quelconque suivi par la MOE.

Lot 00 : Prescriptions Communes	Page 11 sur 15
---------------------------------	----------------

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

1.13.8 Organisation de la phase exécution

Chaque entreprise doit maintenir en permanence le même représentant qualifié pendant toute la durée du chantier.

Ce représentant doit être habilité à prendre sur le champ toute décision concernant son corps d'état, et devra être agréé par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander le remplacement, sur le chantier, de ce représentant d'entreprise sur simple lettre recommandée à son employeur.

Chaque entreprise doit obtenir de son représentant une adhésion active à toutes les dispositions prévues pour l'organisation du chantier et en particulier, un respect complet des clauses portées au présent règlement.

Les entreprises sont invitées à faire part de leurs observations ou de leurs suggestions en vue de l'amélioration des méthodes de travail, de la réduction des délais ou de toutes autres dispositions leur paraissant souhaitables dans l'intérêt général de l'opération.

1.13.9 Agrément des sous-traitants

Les entreprises désireuses de sous-traiter des travaux devront obligatoirement soumettre à l'agrément du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre l'entreprise sous-traitante sollicitée.

La procédure d'agrément sera conforme aux prescriptions du CCAP.

1.13.10 Percements - Rebouchages - Incorporations

Durant la phase d'établissement des plans d'exécution, les entreprises font connaître les tracés nécessaires au passage de leurs réseaux.

Ces réservations sont portées sur les plans d'exécution des ouvrages et respectées par les entreprises concernées, lors de la réalisation des ouvrages. Les entreprises supportent les conséquences des omissions, erreurs, retards qu'elles commettent dans les plans de réservations établis par elles durant la phase préparation.

Les percements et bouchements des réservations de dimensions supérieures à 10 x 10 cm en maçonnerie ou plâtre pour l'ensemble du chantier seront à la charge du lot 01 qui devra obtenir le quitus du corps d'état concerné.

1.13.11 Travaux supplémentaires (modification de programme)

Dans le cas où, en cours de travaux, le Maître de l'Ouvrage serait amené à envisager une modification de programme susceptible d'entraîner des travaux supplémentaires, l'entreprise concernée sera informée en temps utile des décisions prises et devra transmettre les informations à ses cotraitants ou sous-traitants.

Dans les huit jours suivant la réception des ordres de service correspondants, les entreprises feront connaître au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage les incidences éventuelles de ces travaux supplémentaires sur le délai contractuel et sur l'ordonnancement du chantier.

1.13.12 Installations communes de chantier

Le Maître d'Ouvrage mettra des locaux à disposition des entreprises formant vestiaire et réfectoire, il mettra également à disposition un sanitaire dédié au chantier.

Lot 00 : Prescriptions Communes	Page 12 sur 15
---------------------------------	----------------

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Le titulaire du lot 01 doit le nettoyage et l'entretien régulier (2 fois par semaine) de ces locaux pour l'ensemble des entreprises.

Les consommations correspondantes seront à la charge du Maître d'Ouvrage pour la durée totale du chantier.

1.13.13 Dépenses communes pour l'organisation du chantier

Toutes les dépenses engagées durant l'opération, en vue d'assurer des services ou d'installer des équipements présentant un caractère d'intérêt général **sont à la charge des titulaires des lots 01, 03 et 04.**

Elles comprennent notamment :

- Entretien et nettoyage régulier des locaux communs mis à disposition par le Maître d'Ouvrage,
- Balisages de sécurité réglementaires des zones d'intervention et de stockage des matériaux,
- Branchements sur les points de livraison désignés par le MO et alimentations en électricité et eau du chantier,
- Réseau provisoire AEP pour les besoins du chantier.

Il est rappelé à ce titre que chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge et doit effectuer l'évacuation de l'ensemble de ses gravats déchets, emballages, palettes de manière journalière en fin de journée, il n'est pas prévu de mise à disposition de bennes à gravats pour cette opération. S'il s'avérait en cours de chantier le non-respect de ces règles par les entreprises, le Maître d'œuvre pourrait sur simple demande faire effectuer au lot 01 les nettoyages nécessaires, les frais correspondants seraient alors assurés par les entreprises défaillantes sur simple constat en réunion de chantier.

Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation par leur propres moyens des gravats et déchets au fur et à mesure sont une obligation contractuelle pour tous les corps d'état.

Le nettoyage intérieur définitif est à la charge du lot 01 au titre de son marché.

NOTA : Chaque entreprise reste responsable de ses fournitures en cas de vols ou de dégradations, elle doit s'assurer de leur stockage sécurisé dans le bâtiment ou en dehors, le tout restant à la charge de l'entreprise.

1.13.14 Compte prorata

Il n'y a pas de compte prorata prévu pour cette opération.

1.13.15 Répartition des dépenses communes

La répartition des dépenses d'investissement, d'entretien et de consommation est la suivante :

a) Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont rémunérées par les prix du marché conclu avec l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne dudit tableau.

Balisage de sécurité des zones d'intervention	LOT 01
Entretien et nettoyage des locaux communs d'hygiène mis à disposition par le MO pour l'ensemble des entreprises	LOT 01

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

Coffrets électriques de chantier provisoires, compris leurs raccordements sur le(s) point(s) de livraison désigné(s) par le MO	LOT 03
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement sur le(s) point(s) de livraison désigné(s) par le MO	LOT 04

b) Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en a) seront imputées aux lots concernés.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous les déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée, **elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets et gravats**. Toutefois, si ces consignes ne sont pas respectées par les entreprises, sur simple constatation du Maître d'œuvre, un nettoyage sera réalisé par le lot 01, les frais correspondants de ce nettoyage sera imputé aux entreprises défaillantes,
- Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées,
- Les frais d'entretien des installations de chantier sont prévus dans les offres des lots 01, 03 et 04 pour leurs installations respectives.

c) Dépenses de consommation

Les dépenses de consommations d'eau et d'électricité pour le chantier sont à la charge du maître d'Ouvrage.

1.13.16 Vols - Dégradations

Sauf dans le cas où la responsabilité des dégâts peut être établie (et alors l'entreprise responsable assure les frais de remise en état nécessaires), les vols ou dégradations en tout genre sont pris en charge par les entreprises, chacune en ce qui concerne les dégradations de son propre lot.

1.13.17 Respect du planning

Le délai contractuel de la durée du chantier est indiqué dans le CCAP. Ce délai est global pour tous les corps d'état et son origine est fixée à la date de l'ordre de service délivré à la première entreprise intervenant sur le chantier.

Dans ces conditions et compte-tenu de l'engagement pris par les entreprises lors de la signature du marché, la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la réussite complète du planning, demeure la préoccupation majeure de chaque chef d'entreprise.

Chaque chef d'entreprise veillera à ce que tout soit mis en œuvre, à l'intérieur de son entreprise pour le respect des engagements pris en matière de délais.

Le planning contractuel ne prévoyant pas d'arrêt du chantier pendant la période des congés payés, il appartient à chaque entreprise de prévoir des équipes de remplacement et les commandes de matériel et matériaux pour assurer pendant ces périodes la continuité des travaux.

Le strict respect de cette condition par chaque entreprise peut seul permettre la pleine efficacité de l'organisation mise en place.

En matière de respect du planning, la solidarité des différentes entreprises est évidente. Chaque chef d'entreprise doit rester persuadé de la volonté de ses confrères de respecter leurs délais. Il sera alors convaincu de la nécessité où il se trouve de respecter ses propres délais.

Réaménagement locaux R+2 aile A1 - Site faculté de La Timone - 13005 Marseille			AMU
Réf. : 2417	Indice 0	PHASE DCE	JUILLET 2024

1.13.18 Portée du règlement

Le présent règlement régit les seuls rapports des entreprises soussignées. En aucun cas un tiers à ce règlement (créanciers, salariés, employés, fournisseurs) ne pourra s'en prévaloir.

En cas de départ d'une entreprise pour quelque raison que ce soit, soit du fait de l'entreprise elle-même, soit de son exclusion par le Maître d'ouvrage, celle-ci s'interdit de réclamer quelque indemnité que ce soit.

En particulier, il est de convention expresse que toutes les installations fixes ou provisoires, réalisées à l'occasion de l'opération sont considérées comme irrécupérables. Les entreprises s'interdisent en conséquence de réclamer à ce titre quelque somme que ce soit.